

# la Brève

PUBLICATION BIMENSUELLE  
N° 503 — 15 FÉVRIER 2026

**U2P**  
union  
des entreprises  
de proximité

## Energie

L'U2P accueille favorablement le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - PPE  
Page 2

## Représentativité

Une nouvelle mandature au CESE  
Page 2

## Partenariat

L'U2P signe la Charte de confiance pour renforcer l'anticipation, l'accompagnement et la prévention des difficultés des entreprises  
Page 3

## Economie

Facturation électronique : l'U2P accompagne les entreprises de proximité dans une réforme structurante  
Page 3

## U2P

Les Brèves, l'Agenda  
Page 4

## Un répit pour l'économie de proximité

Les entreprises de proximité abordent l'année avec des marges réduites et une activité en recul. Pour Michel Picon, Président de l'U2P, l'adoption du budget 2026 met fin à une période d'instabilité préjudiciable, sans pour autant répondre pleinement aux enjeux de redressement.

Après plusieurs années de turbulences économiques causées par la pandémie, puis la guerre en Ukraine, la hausse des prix des matières premières et l'envolée des coûts de l'énergie ; les petites entreprises sont affaiblies. En effet ces chocs successifs ont comprimé les marges et fragilisé la trésorerie, au point d'alimenter une hausse des défaillances. En 2025, 80% des défaillances recensées concernaient des très petites entreprises. Pour la troisième année consécutive, l'économie de proximité enregistre une baisse globale, avec un chiffre d'affaires en recul de 1% par rapport à 2024. Le secteur du bâtiment apparaît comme le plus exposé, notamment en raison des hésitations et revirements autour du dispositif MaPrimeRénov'. Par conséquent, l'adoption du budget 2026 constitue un point de stabilisation important même si toutefois ce budget est « loin d'être satisfaisant », estime Michel Picon car il ne permettra ni de limiter suffisamment le déficit ni de réduire la dette. Si une partie de l'effort contributif pèse sur les entreprises, Michel Picon souligne que les arbitrages rendus sont, dans l'ensemble, plutôt favorables aux petites entreprises. L'U2P s'est mobilisée pour préserver plusieurs dispositifs essentiels. Le maintien des allègements



de charges sur les bas salaires constitue un point central, dans un pays où le coût du travail demeure élevé. L'U2P se félicite également de la préservation du soutien à l'apprentissage pour la quasi-totalité des entreprises qu'elle représente, rappelant que l'apprentissage est un levier vital pour renouveler les compétences et préparer les chefs d'entreprise de demain. En outre, contrairement aux entreprises sous forme sociétaire, une majorité d'entreprises de proximité relève largement de l'impôt sur le revenu. Le projet de désindexation du barème sur l'inflation, qui aurait entraîné une hausse mécanique de l'imposition, a été abandonné. Pour l'U2P, cette décision permet d'éviter un alourdissement injustifié dans une période où la pression économique reste forte. Michel Picon salue par ailleurs la hausse de la prime d'activité, qu'il considère comme un

signal encourageant en faveur du travail. Il estime cependant que cette mesure ne peut se substituer à une réforme plus structurelle. L'U2P défend une proposition plus ambitieuse consistant à réduire les cotisations et contributions sociales pesant sur les actifs. Il ne s'agit pas de remettre en cause le modèle de protection sociale français, mais de souligner que son financement repose trop largement sur le travail. Ce choix pèse directement sur le pouvoir d'achat des actifs, qu'ils soient salariés, chefs d'entreprise ou agents publics. L'U2P plaide donc pour un recours à d'autres sources de financement, un diagnostic largement partagé au sein de la classe politique. Reste à construire un consensus sur les solutions, un sujet déjà identifié comme l'un des thèmes majeurs de la prochaine campagne présidentielle. ●

@U2P\_france

U2P - Union des entreprises de proximité

U2P\_france

U2P

Abonnez-vous aux actualités de l'U2P sur [u2p-france.fr](https://u2p-france.fr), rubrique « Recevez l'actualité de l'U2P »

## L'U2P accueille favorablement le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - PPE

L'U2P accueille favorablement le projet de PPE, essentiel pour fixer rapidement un cap face à la dépendance aux énergies fossiles. Elle soutient une stratégie fondée sur l'électrification, la décarbonation et la maîtrise du coût de l'électricité, déterminante pour le pouvoir d'achat et la compétitivité des entreprises de proximité.



© AdobeStock\_504341882

L'énergie figure parmi les urgences stratégiques de la France et l'U2P soutient la décision du Premier ministre de publier un décret sur cette question qui ne peut plus attendre. Face à notre dépendance aux énergies fossiles – 60 milliards d'euros d'importations par

an – il est en effet indispensable d'apporter un cap clair et rapide. D'où la nécessité d'une stratégie énergétique ambitieuse, fondée sur l'électrification des usages et la décarbonation de l'économie. La maîtrise du coût de l'électricité constitue en effet un enjeu central pour

le pouvoir d'achat des Français comme pour la compétitivité des entreprises de proximité. L'inscription de nouveaux EPR dans la PPE, la relance des appels d'offres pour les énergies renouvelables, ainsi que le soutien réaffirmé à l'hydroélectricité, traduisent une approche pragmatique au service de la souveraineté énergétique. L'U2P souligne également l'importance accordée aux territoires, à l'acceptabilité des projets et à une gouvernance plus locale de l'énergie. Les entreprises de proximité sont directement concernées par la stabilité des prix et la sécurisation de l'approvisionnement.

L'U2P restera pleinement mobilisée pour que cette stratégie énergétique se traduise concrètement par une énergie accessible, compétitive et durable, au service de l'activité économique et de l'emploi dans les territoires. Dominique Anract, Vice-Président de l'U2P, Président de la CGAD ajoute « *L'accès à une électricité compétitive est fondamental pour l'économie de proximité. L'enjeu n'est pas seulement de préserver les activités industrielles énergo-intensives mais aussi de maintenir un tissu vivant d'artisans, de commerçants et de professionnels libéraux qui font tourner le pays au quotidien.* » ●

## Une nouvelle mandature au CESE

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) se prépare à renouveler l'ensemble de ses membres à l'issue de la mandature 2021-2026, dont le terme est fixé au 26 avril 2026. Cette échéance marque une étape importante pour les organisations représentées, dont l'U2P, appelées à désigner leurs futurs représentants.

Un comité indépendant chargé de proposer des évolutions de la composition du CESE a remis son rapport au Premier ministre en octobre 2025. Ce document confirmerait la reconduction du nombre de sièges pour les artisans et professions libérales, avec cinq sièges pour l'U2P, ainsi que trois sièges pour CMA France. Le décret du Premier ministre fixant officiellement la répartition des sièges doit paraître au plus tard le 26 février 2026. Les organisations disposeront ensuite d'un délai d'un mois maximum pour procéder aux

désignations. Ce renouvellement devra également intégrer deux exigences : la limitation à deux mandats successifs et le respect de la parité, avec un écart maximum d'une unité entre femmes et hommes dans chaque délégation. Au-delà de ces aspects institutionnels, la future mandature devra poursuivre la dynamique de contributions portée par le Groupe de l'artisanat et des professions libérales. À titre d'exemple, le Groupe a récemment soutenu une résolution relative à la politique de la ville, en rappelant que malgré des avancées

depuis quarante ans, les quartiers urbains populaires restent confrontés à des difficultés persistantes en matière d'emploi, d'accès aux services publics, de santé ou de sécurité. Il souligne notamment un chômage des jeunes deux fois supérieur à la moyenne nationale et un risque accru de précarité. Dans cette contribution, le Groupe défend une stratégie interministérielle plus opérationnelle, fondée sur la co-construction avec les collectivités, ainsi que sur des objectifs mesurables, notamment en matière de redynamisation

économique. Il met aussi en avant les atouts de ces territoires, en particulier leur dynamisme entrepreneurial, et insiste sur la nécessité de soutenir les entreprises de proximité, via un accompagnement adapté, le micro-crédit, et le développement de l'alternance. À l'approche du renouvellement, cette prise de position illustre le rôle de l'U2P au sein du CESE : porter la voix des forces vives, éclairer les politiques publiques et proposer des solutions concrètes au service des territoires. ●

## L'U2P signe la Charte de confiance pour renforcer l'anticipation, l'accompagnement et la prévention des difficultés des entreprises

Réunis le 10 février 2026 à Bercy autour du ministre chargé des PME, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat, les signataires de la Charte de confiance ont lancé une démarche collective pour mieux anticiper, accompagner et prévenir les difficultés des entreprises.



Le 10 février 2026, à Paris, Serge Papin a réuni les signataires de la Charte de confiance, en présence de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France. Cette Charte marque une mobilisation conjointe d'acteurs publics, privés et associatifs afin d'« aller vers » les entrepreneurs dès

l'apparition des premières fragilités. Elle s'inscrit dans la continuité des recommandations du rapport remis au Gouvernement en avril 2025 par le Médiateur national du crédit et le Médiateur des entreprises, qui appelait à renforcer la détection précoce et l'activation des dispositifs

existants. Cette mobilisation collective part d'un constat partagé : les dispositifs de soutien existent, mais restent encore insuffisamment mobilisés ou trop tardivement, en particulier par les plus petites entreprises. Les signataires s'engagent ainsi à agir sur deux leviers : sensibiliser les entrepreneurs dès la création sur l'importance de l'anticipation, de l'accompagnement et de la prévention, et engager une démarche proactive dès l'identification de signaux avancés de fragilité afin d'orienter rapidement les entreprises vers les solutions adaptées. Pour l'U2P, cette logique d'intervention précoce est essentielle, car les difficultés sont souvent prises

en compte trop tard, et les dirigeants hésitent encore à recourir aux dispositifs, même lorsqu'ils en ont connaissance. En 2025, près de 70 000 défaillances d'entreprises ont été recensées en France, avec des conséquences humaines et économiques fortes. L'U2P rappelle aussi l'importance du respect des délais de paiement, de la simplification administrative et de la lisibilité des dispositifs de soutien, condition indispensable à l'efficacité de la Charte. En la signant, elle confirme son engagement au service des entreprises de proximité, de l'emploi local et de la vitalité économique des territoires. ●

## Facturation électronique : l'U2P accompagne les entreprises de proximité dans une réforme structurante


En 2026, la facturation électronique deviendra progressivement obligatoire pour l'ensemble des entreprises assujetties à la TVA. Consciente des enjeux et des difficultés opérationnelles qu'elle peut susciter, l'U2P se mobilise pour informer, alerter et accompagner les entreprises de proximité.

La généralisation de la facturation électronique constitue une étape majeure de la modernisation des échanges économiques et de la lutte contre la fraude à la TVA. La réforme va transformer en profondeur les pratiques de facturation et de transmission des données à l'administration fiscale. Elle s'applique aux transactions entre entreprises établies en France et implique l'émission, la réception des factures électroniques ainsi que la transmission des données de transaction à l'administration fiscale via des plateformes agréées par l'Etat. À compter du 1er septembre 2026, toutes

les entreprises, quelle que soit leur taille, devront être en mesure de recevoir des factures électroniques et devront donc avoir choisi une plateforme agréée par l'Etat pour recevoir les factures de leurs fournisseurs. L'obligation d'émettre ses factures au format électronique entrera en vigueur à cette même date pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire, avant d'être étendue aux TPE et PME au 1er septembre 2027. L'U2P avait porté une proposition d'amendement au projet de loi de finances afin de sécuriser la mise en œuvre du dispositif pour les

entreprises. En parallèle, l'U2P s'engage activement dans l'information et l'accompagnement des entreprises. Elle a ainsi pris l'initiative d'organiser un webinar de présentation de la réforme par la DGFIP afin d'en expliquer les enjeux et les obligations concrètes. Cette démarche sera prochainement complétée par des tutoriels

vidéo destinés à faciliter l'appropriation progressive de la réforme. Les entreprises peuvent également s'appuyer sur les ressources mises à disposition par l'administration fiscale, notamment sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), permettant de connaître en quelques minutes les obligations et le calendrier applicables selon leur situation. ●



Les bénéfices de  
la facturation  
électronique



## Les Brèves

**33ème Congrès de l'UNAPL.** À l'occasion du 33ème Congrès de l'UNAPL le 13 février, Michel Picon a salué l'engagement des professions libérales, « chères à son cœur », et a rappelé le rôle central de l'UNAPL au sein de l'U2P. Il a souligné les avancées majeures permises depuis 2016 par la création de l'U2P, qui a renforcé la représentation des professions libérales dans les instances paritaires nationales et territoriales, et accru leur capacité d'influence dans le dialogue social. Dans un contexte de profondes mutations, Michel Picon a insisté sur les défis prioritaires des entreprises de proximité : attractivité des métiers, transition numérique et écologique, formation, protection sociale et reconnaissance dans les politiques publiques. Il a enfin mis en lumière l'enjeu stratégique de l'intelligence artificielle, appelant à des dispositifs adaptés aux petites structures, à un cadre éthique clair, et à une IA conçue comme un outil au service de l'humain, de l'expertise et de la liberté d'exercice. Il a conclu en réaffirmant l'engagement de l'U2P aux côtés de l'UNAPL, dans un esprit d'unité, pour faire des transformations en cours un levier de progrès économique et social.

**Soutien de l'U2P à l'action commune pour la préservation des métiers d'art et du patrimoine.** L'U2P tient à exprimer son plein soutien à l'action commune engagée par la Maison du Vitrail, aux côtés de plusieurs institutions et organisations représentatives, dont la CNAMS, la CFMA,

la Chambre Syndicale du Vitrail, ainsi que les acteurs de la facture instrumentale et plus largement des métiers d'art et du patrimoine. Dans un contexte d'évolutions réglementaires européennes susceptibles de conduire à une interdiction du plomb, l'U2P partage les inquiétudes légitimes exprimées par les professionnels concernés. De fait, l'U2P s'est naturellement associée au courrier de sensibilisation adressé à la Commission européenne. Les métiers du vitrail, de la restauration du patrimoine bâti, de la céramique, du verre, du métal, ou encore de la facture d'orgues et d'instruments, reposent sur des savoir-faire rares et d'excellence, dont la transmission et la pérennité ne peuvent être fragilisées par des dispositifs inadaptés aux réalités des ateliers artisanaux. *"Les professionnels ont adapté leurs modes de production pour protéger leur santé, éviter l'inhalation ou l'ingestion de poussières de plomb et se conformer aux valeurs limites applicables. Le corps étant le premier outil de travail des artisans d'art, la protection de leur santé est naturellement une priorité pour nos organisations professionnelles."* explique le courrier adressé à la Commission Européenne. C'est pourquoi l'U2P soutient une approche proportionnée, fondée sur l'expertise métier, la reconnaissance des spécificités artisanales et la mise en place de dérogations adaptées, afin de préserver l'emploi, la vitalité économique des territoires, et la sauvegarde du patrimoine culturel européen. ●

## Sur les réseaux sociaux

**Le Président de l'U2P était hier soir sur @LCP pour évoquer le budget 2026 : 125 milliards de dette supplémentaire, les prélèvements sur les grandes entreprises qui impacteront toute la chaîne de valeur, les petites entreprises relativement épargnées... A retrouver sur LCP.**

@U2P\_france — X (ex-Twitter) — 4 février 2026

## L'Agenda

### 2 février

Audition du Secrétaire général de l'U2P par la Direction Générale des Entreprises pour objectiver la place des micro-entreprises dans le secteur de l'artisanat.

### 4 février

Réunion du Conseil exécutif.

### 6 février

Intervention du Secrétaire général de l'U2P à la table ronde "Acculturation au dialogue social : une responsabilité partagée ?" lors du colloque « Quel renouvellement générationnel dans les instances de dialogue social ? » organisé par l'association "Réalités du dialogue social".

Intervention du référent Sécurité – Défense de l'U2P, Jean-Yves Cannesson, à la table ronde sur la cybersécurité à l'occasion de la 20ème université des Data protection officer - DPO de l'AFCDP, à la Maison de la chimie à Paris.

### 11 février

Entretien du Président, Michel Picon, et du Secrétaire général de l'U2P avec le député Boris Vallaud, à l'Assemblée nationale.

### 12 février

Réunion de la Commission des Affaires Sociales, des Relations du Travail et de la Parité de l'U2P.

### 13 février

Participation du Président, Michel Picon, et du Secrétaire général de l'U2P, au Congrès national des professions libérales.



La Brève est éditée par l'Union des entreprises de proximité (association loi 1901) | Date de parution : 15 février 2026

Siège social : 53, rue Ampère 75017 Paris | Tél. : 01 47 63 31 31 | u2p@u2p-france.fr | u2p-france.fr

Directeur de la publication : Michel Picon | Responsable de la rédaction : Xavier Geoffroy

Impression : Sprint, 99-101, avenue Louis Roche CS 30072 - 92622 Gennevilliers | ISSN 2268-5278 (en ligne) | ISSN 2554-5221 (imprimé)

#### CAPEB

Confédération de l'Artisanat  
et des Petites Entreprises  
du Bâtiment

#### CGAD

Confédération Générale  
de l'Artisanat des Métiers  
en Détail

#### CNAMS

Confédération Nationale  
de l'Artisanat des Métiers  
et des Services

#### UNAPL

Union Nationale  
des Professions  
Libérales

#### CNATP

Chambre Nationale des  
Artisans des Travaux Publics  
et du Paysage